



**Solidaires Finances Publiques,**

**CGT Finances Publiques,**

**FO DGFIP**

## **Sections de la Lozère**

Communiqué de presse

# **Les Finances Publiques de Lozère EN GREVE LE 14 JANVIER**

Entre 2002 et 2014, ce sont 30 000 emplois qui auront été supprimés aux Finances Publiques alors que :

- La charge de travail ne cesse d'augmenter,
- La complexité s'accroît,
- Les conséquences de la crise se font durement ressentir à l'accueil, en recouvrement ou encore en contrôle fiscal par exemple.

Or, dans les services :

- Tout démontre qu'il faut renforcer la DGFIP en emplois,
- Tout justifie que l'amélioration des conditions de travail soit une priorité,
- Tout plaide pour une reconnaissance de la technicité des agents, mais aussi pour une réaffirmation de l'utilité sociale et économique des missions qu'ils exercent.

**Pour le département de la Lozère, c'est 5 emplois qui seront supprimés en 2014.**

**Depuis 1997, dans le département c'est plus de 50 emplois supprimés, soit l'équivalent des emplois implantés dans les résidences de Florac, Langogne, Marvejols et St-Chély.**

### **L'impact néfaste des suppressions d'emplois pour les usagers et les agents**

Ces suppressions d'emplois ont un coût social et économique négatif. L'économie budgétaire est marginale (entre 200 et 500 millions d'euros pour 30.000 suppressions de fonctionnaires sur un déficit de près de 100 milliards d'euros).

Les suppressions d'emplois sont autant de jeunes et de chômeurs non embauchés, elles entraînent également une réduction de la place et de la présence du service public, au détriment des usagers et des économies locales. Celles-ci sont particulièrement touchées par les suppressions de trésoreries de proximité : plus de **1.000 trésoreries ont été supprimées en France ces 10 dernières années dont 10 en Lozère : Fournels, Le Malzieu, Grandrieu, Châteauneuf, St-Amans, Aumont, Nasbinals, Ste-Enimie, St-Germain de Calberte, Pont de Montvert.**

Ces suppressions d'emplois ont également une traduction concrète particulièrement néfaste : alors que la charge de travail augmente et que les contribuables sont toujours plus nombreux à l'accueil (où les délais d'attente augmentent), la qualité du service public souffre et les conditions d'exercice des missions et de travail des agents se dégradent. Les entreprises souffrent de plus de plus également des sous-effectifs à travers les délais de paiement toujours plus longs à la suite de leurs interventions dans les chantiers des collectivités locales.

Pour des missions de qualité socialement et budgétairement utiles, il faut redonner plus de moyens matériels, budgétaires et humains aux services.

La demande de réception des usagers sur les sites administratifs reste forte, tant pour un besoin de clarification de leur dossier professionnel ou particulier (ex : nouvelles dispositions législatives) que sur leurs obligations à s'acquitter de l'impôt dû.

De plus, ces 5 suppressions dictées par les Projet de Loi de Finances 2014 ne constituent que le premier acte de la tragédie et il faut s'attendre à d'autres coupes dans les effectifs lorsque sera connue la déclinaison pour la Lozère de la Démarche Stratégique (déclinaison pour la DGFIP de la « Modernisation de l'Action Publique ») qui, rappelons-le comporte un plan triennal d'adaptation (de réduction ?) des structures.

Face à toutes ces nouvelles menaces, l'intersyndicale appelle donc tous les agents à se mettre en **Grève le mardi 14 janvier et à se rassembler massivement à 13 h 30 à la direction.**

Contacts :

Solidaires Finances Publiques

Désiré ROPERS – Jean-Paul BELOT

06 62 53 59 32

desire.ropers@gmail.com

jean-paul.belot@dgfip.finances.gouv.fr

CGT Finances Publiques

Claude Martin - Jean-Pierre LEMONNIER

claude-p.martin@dgfip.finances.gouv.fr

jean-pierre.lemonnier@dgfip.finances.gouv.fr

FO DGFIP

Jean-Jacques DUFETEL - Bernard FABRE

jean.dufetel1@dgfip.finances.gouv.fr bernard.fabre@dgfip.finances.gouv.fr